

130 millions de \$: l'USAID pour l'Arménie : OTC

Le Cabinet a approuvé la ratification du Règlement sur les Commissions des frontières avec l'Azerbaïdjan

EREVAN, 5 SEPTEMBRE, ARMENPRESS: Le Gouvernement arménien a approuvé la décision sur le projet de loi de la République d'Arménie « Sur la ratification des règlements de l'activité conjointe des Commissions sur la délimitation et la sécurité de la frontière d'État entre la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan et la Commission d'État sur la délimitation de la frontière d'État entre la République d'Azerbaïdjan et la République d'Arménie » .

Comme le rapporte Armenpress, le projet a été approuvé lors de la séance du gouvernement le 5 septembre parmi les questions ne faisant pas l'objet d'un rapport. Selon la décision, en cas d'adoption de la loi constitutionnelle de la République d'Arménie « Sur la ratification des règlements de l'activité conjointe de la Commission sur la délimitation et la sécurité de la frontière d'État entre la République d'Arménie et la République d'Azerbaïdjan et la Commission d'État sur la démarcation des frontières d'État entre la République d'Arménie et la République d'Arménie ».

Le Règlement stipule que les commissions se baseront sur la déclaration d'Alma-

Ata de 1991 comme principe fondamental du processus de délimitation de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Si, à l'avenir, l'accord sur la paix et l'établissement de relations interétatiques entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan prévoit d'autres dispositions, ce principe fondamental sera harmonisé avec les principes énoncés dans l'accord susmentionné. Le projet de disposition est disponible sur le lien suivant.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1199079), original at <https://armenpress.am/fr/article/1199079>

Armenpress

31 Août 2024

Pashinyan réagit à la déclaration d'Erdogan sur l'implication de la Turquie dans la deuxième guerre du Haut-Karabakh

EREVAN, 31 AOÛT, ARMENPRESS: Le Premier ministre Nikol Pashinyan a réagi à la déclaration du président turc Recep Tayyip Erdogan, qui avait admis en juillet que des troupes turques avaient participé à la deuxième guerre du Haut-Karabagh.

Pashinyan, interrogé sur cette déclaration lors d'une conférence de presse, a déclaré que les services de renseignement arméniens étaient au courant de l'implication de la Turquie.

« Je ne voudrais pas parler des événements douloureux du passé, mais pour ne pas donner l'impression d'esquiver la question, je ne peux que dire ceci, que nous avons déjà dit officiellement dans le passé : pendant la guerre de 44 jours, nos militaires et nos services de renseignement ont vu des drapeaux turcs, des militaires turcs, Il ne faut pas oublier que les exercices militaires azerbaïdjanoturcs à grande échelle ont eu lieu avant la guerre de 44 jours, que des F-16 turcs et des pilotes turcs étaient en vol pendant toute la durée de la guerre et qu'ils étaient entretenus par du personnel turc », a déclaré M. Pashinyan.

Le Premier ministre arménien a déclaré qu'il ne souhaitait pas aborder cette question maintenant, étant donné que les relations entre l'Arménie et la Turquie évoluent positivement, bien que lentement.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1198739), original at <https://armenpress.am/fr/article/1198739>

Nor Haratch

2 septembre 2024

[Samuel Chahramanian : « La question du retour des citoyens de l'Artsakh est en permanence à l'ordre du jour » - Nor Haratch](#)

Samuel Chahramanian : « La question du retour des citoyens de l'Artsakh est en permanence à l'ordre du jour »

Le 2 septembre, le Président de la République d'Artsakh, Samuel Chahramanian, a tenu une conférence de presse à Yerablur où il a notamment déclaré : « *Il y a 33 ans, ce jour-là, une décision a été prise, qui est devenue la base de l'indépendance de l'Artsakh. Malheureusement, aujourd'hui, nous avons perdu l'Artsakh. Nous avons l'habitude de célébrer ce jour comme un jour férié, mais aujourd'hui, c'est un jour de tristesse* », avant de poursuivre :

« Au cours des dernières décennies, les autorités arméniennes ont toujours négocié au nom du peuple de l'Artsakh, et nous considérons que porter la question de l'Artsakh à l'agenda international est également la tâche des autorités arméniennes. Nous sommes prêts à coopérer avec toutes les structures intéressées dans ce domaine. Les autorités arméniennes doivent tout faire pour protéger les droits du peuple d'Artsakh, y compris sur les plateformes internationales. »

En réponse aux déclarations du Premier ministre Pachinian, Chahramanian a déclaré :

« Le retour en Artsakh est notre droit, et ceci n'est pas contraire aux intérêts de l'État de l'Arménie. Après leur déplacement de force, les autorités de l'Artsakh ont adopté une politique visant à ne pas porter atteinte à la sécurité de l'Arménie, ce qui est une priorité pour nous. L'Arménie est la partie principale de notre patrie. Nous devons tout faire pour ne pas mettre en danger les processus menés par les autorités arméniennes et ne pas nuire au système de sécurité de l'Arménie. »

Selon Chahramanian, la question du retour éventuel des habitants de l'Artsakh est en permanence à l'ordre du jour.

« Pour résoudre ce problème, l'Assemblée nationale d'Artsakh a créé un comité dirigé par l'ancien ministre des Affaires étrangères d'Arménie, Vardan Oskanian. Nous communiquons régulièrement, nous discutons des questions liées à un éventuel retour. Il existe de nombreuses options et suggestions. Le peuple de l'Artsakh a un grand désir d'y retourner, de reconstruire sa patrie, son Artsakh arménien, mais notre retour juste ne peut se réaliser dans la dignité qu'avec des garanties internationales. Nous avons besoin de nous sentir en sécurité dans notre pays. Si tout cela est assuré, nous sommes prêts à négocier une solution rapide à ces problèmes », a-t-il déclaré.

Faisant référence aux accusations de Nikol Pachinian selon lesquelles « c'est le président de l'Artsakh qui a signé la décision de la dissolution de l'Artsakh, pas lui », Samuel Chahramanian a affirmé que ledit document n'a aucune force juridique. « Sa signature a permis de déplacer en toute sécurité la population civile, les soldats, les ministres et les responsables des structures du pouvoir vers l'Arménie. Malheureusement, nos dirigeants militaires et politiques ont été pris en otages. Dès le début, nous étions conscients que ce document était inconstitutionnel et illégal. Ce document n'a pas reçu de force juridique, il n'a pas été officiellement publié, il n'a pas été inséré dans le système juridique, et il peut donc être considéré comme un acte normatif. J'ai informé, par écrit, le gouvernement arménien, le Premier ministre de ce document avec d'autres documents joints. Parler aujourd'hui de la validité de ce document est inutile et ne correspond pas à la réalité », a déclaré le Président.

Quant aux propos du Premier ministre concernant Ruben Vardanian emprisonné à Bakou, Chahramanian a déclaré : « *Ceux qui font de telles déclarations devraient parler plus ouvertement et avec plus de précision au public afin que ce dont ils parlent soit clair.* »

Nouvelles d'Arménie Magazine

5 septembre 2024

[Le corridor imaginaire de Zangezour en Arménie ne sera pas créé affirme l'Iran \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le corridor imaginaire de Zangezour en Arménie ne sera pas créé affirme l'Iran en s'adressant à la Russie



Après la dernière visite de Vladimir Poutine à Bakou, la déclaration faite par de hauts responsables russes concernant la voie de communication dans la région du Caucase du Sud nécessite de mettre clairement l'accent sur certains principes et bases annoncés par l'Iran.

Selon Tasnim, après la visite du président russe Vladimir Poutine à Bakou, le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a fait un commentaire sur la Première chaîne.

« Nous sommes favorables à la conclusion rapide du traité de paix entre Bakou et Yerevan et à la levée du blocus des communications.

Malheureusement, les dirigeants de la République d'Arménie sabotent l'accord signé par le Premier ministre arménien Nikol Pachinian concernant les communications via la région de Syunik. Il est difficile de comprendre quel est le sens d'une telle position » a indiqué le chef de la diplomatie russe.

Selon la source, cette position du Ministre russe des Affaires étrangères a suscité divers commentaires et spéculations dans les médias sur la volonté de Moscou d'ouvrir un corridor appelé « Zangezour », qui deviendra une route est-ouest de la République d'Azerbaïdjan à la région du Nakhitchevan, à travers le territoire de l'Arménie.

De hauts responsables iraniens, lors de diverses réunions avec des responsables russes, azerbaïdjanais, arméniens et turcs, ont déclaré à plusieurs reprises l'opposition ouverte de Téhéran à ce corridor, qui entraînerait des changements géopolitiques aux frontières et dans la région.

Les médias ont évoqué les déclarations de Maria Zakharova, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères.

Lorsqu'elle a été interrogée sur la position de l'Iran, M. Zakharova a répondu aux journalistes « Nous avons vu les inquiétudes de la partie iranienne concernant le corridor de Zangezour, et vous devriez contacter Téhéran pour obtenir des éclaircissements. Mais la position de Moscou sur cette question est tout à fait certaine, nous partons du fait que la solution doit être acceptable pour l'Arménie, l'Azerbaïdjan et les voisins de la région ».

Après les dernières discussions, l'Iran a également pris des mesures diplomatiques pour transmettre le message nécessaire à la partie russe et l'ambassadeur de Russie à Téhéran a été convoqué au ministère des Affaires étrangères.

De manière générale, il convient de rappeler plusieurs points aux autorités russes.

Premièrement, le ministère russe des Affaires étrangères a fait des déclarations qui contredisaient les attentes de l'Iran. Les Russes sont bien conscients de la position claire de l'Iran selon laquelle la République islamique d'Iran s'oppose à tout type de corridor reliant le Nakhitchevan à l'Azerbaïdjan, comme celui de Zanguezour, etc. C'est pourquoi cette position est incroyable.

Deuxièmement, les autorités de Moscou comprennent parfaitement que la République islamique d'Iran, en tant que pays indépendant ayant une position claire sur les moindres événements de la région, notamment dans le Caucase du Sud, est toujours opposée à l'Amérique, à l'Occident et à tous ceux qui luttent pour l'hégémonie dans le monde.

Troisièmement, l'Iran n'accepte aucune modification de ses frontières ou de ses

limites de sécurité dans aucune partie de la République islamique d'Iran.

Quatrièmement, la situation sécuritaire et géopolitique d'aucun des pays du Caucase du Sud ne présente aucun avantage sur les autres. Alors pourquoi nos amis russes pensent-ils qu'ils devraient utiliser le corridor de Zangezour pour résoudre leurs problèmes avec l'Arménie ?

Cinquièmement, lorsque la Russie était en guerre contre l'Ukraine, les Américains ont exprimé leur désir d'ouvrir une route dans le Caucase du Sud. Et l'Iran affrontait seul l'OTAN et l'Amérique. Pourquoi la Russie annonce-t-elle cela maintenant, alors que l'Iran a exprimé sa position claire, qui est acceptée par les parties ? Cette question est vraiment surprenante.

Sixièmement, les autorités des deux pays s'apprêtent à conclure des relations stratégiques, ce qui témoigne de la volonté de l'Iran. Compte tenu des accords clairs et importants entre Vladimir Poutine et de hauts responsables de la République d'Iran, une telle position du ministre russe des Affaires étrangères est surprenante. Il semble que la notion de « relations stratégiques » devrait être redéfinie pour le ministre russe des Affaires étrangères.

Septièmement, le ministère russe des Affaires étrangères se trompe s'il estime qu'il est dans son intérêt de résoudre le problème avec l'Arménie par le corridor illusoire de Zangezour, qui ne sera certainement pas créé grâce à l'opposition de l'Iran.

« Nous devons rappeler que l'ouverture du corridor de Zangezour signifie la fermeture d'une des portes de l'Iran vers l'Europe et la réduction du nombre de voisins de la République islamique d'Iran de 15 à 14. Selon le concept de « relations stratégiques » auquel aspirent l'Iran et la Russie, de telles mesures tactiques contredisent les fondements des relations stratégiques.

Le dernier point est que, très probablement, s'ils veulent ouvrir quelque chose appelé « corridor de Zangezour » ou un autre couloir, les Occidentaux résisteront certainement, et ce conflit créera une nouvelle source d'inflammation à proximité de ces frontières sensibles.

Si un pays pense qu'il peut résoudre ses problèmes à l'extérieur de ses frontières en ouvrant un nouveau front d'inflammation et de conflit aux dépens des autres, alors nulle part dans le monde ne sera sûr et le monde sera dans un chaos permanent », indique l'article.

Krikor Amirzayan

Nouvelles d'Arménie Magazine

5 septembre 2024

[La deuxième lettre ouverte aux Arméniens de Luis Moreno Ocampo - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](https://armenews.com)

La deuxième lettre ouverte aux Arméniens de Luis Moreno Ocampo

Trois problèmes sont interdépendants : L'Arménie reste en danger, car un traité de paix avec l'Azerbaïdjan est en cours de négociation ; il n'y a pas de clarté sur la façon dont le peuple du Haut-Karabakh, les victimes du génocide de 2023, pourraient retourner en toute sécurité sur leur terre ancestrale ; et 23 otages arméniens sont toujours dans les prisons de Bakou.

L'Azerbaïdjan accueille la COP29, la conférence des Nations unies sur le changement climatique, à Bakou en novembre 2024, sous le couvert d'une « COP pour la paix ». Si les Arméniens ne sont pas libérés et que le conflit du Haut-Karabagh est ignoré par les délégués participant à la COP29, le président Aliiev disposera d'une puissante tribune pour faire valoir ses ambitions géopolitiques et occuper l'ensemble de l'Arménie.

Un tel scénario non seulement nierait le génocide du Haut-Karabakh et condamnerait les otages à rester en prison pendant de nombreuses années, mais il reléguerait également l'ensemble de la communauté à une relique oubliée du passé et accroîtrait le risque pour l'Arménie elle-même.

Les autorités légitimes de l'Arménie mènent des négociations très complexes. Les Arméniens, en Arménie et dans la diaspora, et les personnes comme moi, préoccupées par les génocides et les guerres, devraient respecter ces efforts tout en sensibilisant au problème et en unissant tous les Arméniens pour protéger le peuple et la terre.

C'est ce qui se passe, les Arméniens du monde entier font campagne. Le 23 août, Berge Setrakian, président de l'UGAB, a lancé un appel au secrétaire d'État américain pour qu'il garantisse la libération de tous les Arméniens détenus en Azerbaïdjan. Il a reconnu les efforts américains, mais s'est inquiété du fait que les paroles de M. Blinken « sont restées lettre morte et continueront d'être ignorées ».

Au cours du mois dernier, des milliers de personnes originaires de plus de 30 pays, dont beaucoup ont des ancêtres arméniens, se sont réunies dans des forums numériques et sur les médias sociaux. Elles étaient unies par les mêmes hashtags : #COP29, #StopGreenwashGenocide, #FreeArmenianHostages et #FreePoliticalPrisoners. Des artistes comme Serj Tankian, et des organisations comme le Comité national arménien d'Amérique, Christian Solidarity International, et l'Assemblée arménienne d'Amérique, LIBERTAS, etc. ont promu la même idée. #StopGreenwashGenocide et #FreeArmenianHostages sont devenus les deux principaux hashtags liés à la COP29 sur Twitter. En plus de la campagne en ligne, des manifestations ont été organisées d'Erevan à Toronto pour réclamer le retour des otages arméniens incarcérés à Bakou.

Le moment est venu d'élargir le mouvement et de le mettre en relation avec les décideurs du monde entier. Les Arméniens ne sont pas les seules victimes d'Aliyev. Il affecte l'environnement, les citoyens azéris et même les parlementaires européens. L'Azerbaïdjan, un pays enrichi par les combustibles fossiles, se présente comme un leader en matière de changement climatique, détournant ainsi les efforts mondiaux. Le régime n'a aucune pitié, il réprime les journalistes, les universitaires et tous les dissidents à l'intérieur de ses frontières. Il y a quelques jours, il a interdit l'entrée en Azerbaïdjan à 76 parlementaires européens de 26 pays pour avoir dénoncé sa corruption. Lors de ma récente visite dans des lycées de Buenos Aires, j'ai rencontré des adolescents qui ont compris que de telles activités compromettaient leur avenir et qui sont impatients de lancer des campagnes TikTok pour atteindre leurs pairs dans le monde entier.

La prochaine étape consistera à exiger des délégués à la COP29 qu'ils fassent entendre leur voix sur ces questions, y compris l'écoblanchiment par Aliyev de ses revenus issus des énergies fossiles, le génocide du Haut-Karabakh, la corruption du système politique en Europe et aux États-Unis, ainsi que les prisonniers politiques et les otages arméniens à Bakou. □ J'ai été ravi de recevoir une invitation de Sa Sainteté Karékine II et du Centre pour la vérité et la justice à me rendre en Arménie le 9 septembre. Ce sera une occasion unique de rencontrer les représentants de la société civile arménienne et d'affiner une stratégie commune.

Arméniens, protégeons l'Arménie et menons le monde vers une COP29 véritablement pacifique.

—
Luis Moreno Ocampo

Premier procureur de la Cour pénale internationale (CPI)

Buenos Aires, 4 septembre 2024

Nouvelles d'Arménie Magazine

5 septembre 2024

Une église récemment découverte à Lanjanist dans la région d'Ararat en Arménie a été inaugurée lors des fouilles dans le complexe du « Monastère Blanc »



L'expédition de l'Institut d'archéologie et d'ethnographie de l'Académie nationale des sciences mène des fouilles dans le complexe du « *Monastère blanc* » du village de Lanjanist, dans la région d'Ararat en Arménie. Les fouilles étant dirigées par le professeur D. Mirijanyan. Il est composé de l'église Sourp Astvatsatsin (Sainte-Vierge), du cimetière adjacent et des bâtiments auxiliaires.

L'église Sourp Asdvatsatsin a été fondé au 14^e siècle. Initialement, elle a été construite en grès blanc taillé, d'où le nom populaire de « *Spitak Vank* » (Le Monastère blanc).

L'Institut d'archéologie et d'ethnographie informe que l'un des résultats des fouilles est la nouvelle église découverte, du côté nord de l'église Sourp Astvatsatsin. Les murs de l'église nouvellement découverte ont été conservés avec une hauteur de près de 1,5 m, la Sainte Table a été retrouvée à sa place dans

l'autel et les fonts baptismaux ont été retrouvés sur le mur nord.
Les fouilles ont également permis de découvrir de nombreuses pierres tombales, dont certaines portent des images schématiques d'un personnage, typiques des XIII^e et XIV^e siècles, ainsi qu'une pièce de monnaie mongole.

Krikor Amirzayan

Nor Haratch

5 septembre 2024

[PATRIMOINE – L'histoire et le destin des églises arméniennes de Chouchi - Nor Haratch](#)

PATRIMOINE – L'histoire et le destin des églises arméniennes de Chouchi



Par **Manvel SARKISSIAN (1)**

Article a été publié en russe le 10 mai 2021 sur le site « Regnum » (2)

Après que la majeure partie de l'Artsakh soit passée sous le contrôle de l'Azerbaïdjan à la suite de la « *Guerre des 44 jours* », la question de la préservation du patrimoine culturel arménien dans les territoires occupés est immédiatement devenue d'une grande actualité. Après cette occupation, l'Azerbaïdjan a reçu de la part de la communauté internationale la mission de traiter avec attention les monuments de la culture chrétienne de ces régions.

Apparemment, cette position de la communauté internationale a été fortement conditionnée par le précédent de la destruction systématique des monuments de la culture arménienne opérée dans le passé sur le territoire du Nakhitchevan. Nous savons tous qu'il ne subsiste plus aujourd'hui aucune trace de la grande

nécropole médiévale de Jugha et des sanctuaires de la ville d'Akulis (3). D'autres parts, comme on pouvait s'y attendre, de nombreuses églises et monastères arméniens ont depuis été déclarés «*albanais*» (4) par les propagandistes et responsables politiques azerbaïdjanais. Dans la ville de Chouchi, dès les premiers jours de l'occupation par les autorités azerbaïdjanaises, a débuté la destruction des deux églises existantes.



Chouchi détruite

La cathédrale appelée «*Ghazantchétsots*» (5) avait été la cible d'attaques à la roquette pendant la guerre (6). Des travaux sont en cours pour modifier son apparence. L'église «*Ganatch Jam*» a été bombardée et en grande partie détruite (7). Dans le même temps, la partie azerbaïdjanaise énonçait une nouvelle thèse selon laquelle «*il n'y a jamais eu d'églises arméniennes à Chouchi*» et que les sanctuaires se trouvant dans la ville «*appartenaient à la garnison russe*» (8).



La cathédrale «Très Saint Sauveur» de Chouchi, après les bombardements azerbaïdjanais

Il serait extrêmement naïf de croire que des exigences de la communauté internationale en matière de protection du patrimoine pourraient influencer de manière significative la politique de l'Azerbaïdjan. Mais il n'est pas interdit de dresser un tableau de l'état actuel des monuments de l'architecture arménienne passés sous le contrôle de Bakou.



La pseudo-restauration de la cathédrale de Chouchi

Cet article décrit brièvement les données historiques sur la fondation et l'histoire des églises arméniennes de Chouchi au 19e siècle.

C'est en 1823, après que le territoire du Khanat du Karabakh et son centre - la forteresse de Chouchi - soit passés sous la domination de l'Empire russe, qu'est créée la «*Province du Karabakh*» (9). Dès le début des années vingt du 19e siècle, décrivant la forteresse de Chouchi, les militaires russes distinguaient trois

quartiers. Deux quartiers arméniens, « *Ghazantchetsots* » et « *Akuletsots* », et un musulman, le quartier des « *Tabriziotes* ».



L'église « Ganatch Jam » de Chouchi, elle aussi détruite par les soins des Azerbaïdjaniens

Dans les deux premiers, on comptait 208 foyers arméniens et dans le troisième, 202 foyers musulmans.

La présence d'une garnison russe cantonnée dans la forteresse, de fonctionnaires dans la ville, et la concentration d'un nombre important de propriétaires fonciers ont créé les conditions d'un développement rapide et intensif de la ville. Dès la seconde moitié du 19^e siècle, la ville comptait déjà 30 000 habitants.

Dès cette époque, la vie spirituelle de la cité et la construction d'institutions religieuses et d'églises ont connu un grand essor.

En 1830, Chouchi devient le centre du « *Consistoire arménien du Karabakh* » (10) après son transfert du monastère de Gandzasar. C'est le Métropolitain Baghdassar (11) qui a construit le bâtiment du Consistoire sur le budget de l'Eglise dans le quartier de « *Jraberdtsots* », en plein centre de la partie arménienne de la ville. Plus tard, l'archevêque Hassan-Jalalyan y a ajouté un édifice de trois étages pour installer le séminaire dans l'aile Est de ce bâtiment. Une imprimerie arménienne a également été créée sous l'autorité du Consistoire.

L'histoire de la construction des cinq églises arméniennes de Chouchi

Les toutes premières églises de Chouchi ont été construites en bois.

En 1822, dans le quartier Akuletsots, une église en pierre dédiée à la Sainte Mère de Dieu [Սուրբ Աստուածածիկ] est élevée à l'emplacement d'une église en bois déjà existante. Ce sanctuaire devient la première église-cathédrale de la ville. C'était une basilique à trois nefs. En 1889, elle est entièrement reconstruite. Les fonds pour la reconstruction avaient alors été offerts par M. Badvakanyan, un habitant de Chouchi (12).

L'église Saint Jean-Baptiste qui était intacte jusqu'à la « *Guerre des 44 jours* », a été bâtie en 1848 par les frères O. et B. Onanov, habitants de Chouchi. Elle a également été construite à l'emplacement d'une chapelle en bois plus ancienne.



L'autel de l'église « Akuletsots » ; 1905

Jusqu'à la fin des années 1960, les bâtiments de l'église du quartier *Meghretsots* et de l'église du monastère des moniales étaient conservés dans la ville (13). À en juger par les descriptions et les photographies qui nous sont parvenues, il s'agissait de basiliques à nef unique dotées de clochers.

Une église orthodoxe russe a été construite sur le territoire du quartier musulman dans les années 1830 pour les besoins de la garnison russe (14).

L'histoire de l'église du Très Saint-Sauveur du quartier de *Ghazanchetsots* est remarquable. L'église est mentionnée dans le livre « *Voyage en Arménie* » de Mesrop Takhiadyan (15). La date de la première construction en pierre reste inconnue. Néanmoins, on sait qu'en 1847 cette première église en pierre était déjà en mauvais état. Bien que ne disposant que de peu d'informations à son sujet, on peut supposer qu'il s'agissait d'une église à trois nefs. Les Archives Centrales Historiques d'État d'Arménie conservent quelques documents sur l'histoire de la construction de la nouvelle église. Toutes les conclusions présentées dans cet article sont tirées de l'étude de ces documents (16).

En 1847, le Métropolitain Baghdassar (17) entame une correspondance avec le Saint Synode d'Etchmiadzine afin d'obtenir l'autorisation de restaurer l'église. Au cours de ces quatre années de correspondance, l'idée est née de construire une nouvelle église à l'emplacement de l'ancienne. Cependant, des années se sont écoulées entre l'idée elle-même et sa mise en œuvre. Au même moment, en 1844, deux habitants de Chouchi, Hovhannès et Abraham Yeramishyants, commencèrent la construction du clocher de l'église de Ghazantchetsots. La construction du clocher à trois niveaux avec des sculptures d'anges, qui existe jusqu'à ce jour, a duré une quinzaine d'années et a été achevée en 1858. L'inscription témoignant de la construction du clocher qui figure sur son mur est se lit comme suit : « *Ce clocher a été construit à la mémoire de feu Gabriel Hovsepyan-Batiryants, originaire de Ghazantchi et du pèlerin Mkrtich Margaryan-Khandamiryants, de son épouse Balasan et de leurs fils Arup et Stepan et de tous*

les habitants de Ghazantchi. Souvenons-nous de Dieu pour sa gloire et pour le salut des âmes de tous les vivants et défunts. Été 1858 ».

L'idée de construire une nouvelle église redevient d'actualité en 1867. L'étude est commandée. Les paroissiens et le clergé expriment le souhait que l'église soit construite sur le modèle de la cathédrale médiévale de l'ancienne capitale du royaume bagratide, la ville d'Ani. Mais, le projet final se présente différemment, faisant plutôt référence au plan et aux volumes de la cathédrale d'Etchmiadzine.

En 1870, le plan de construction de l'église est approuvé. Elle sera construite en 17 ans. L'église Ghazanchetsots- Amenaprkitch est la plus grande de toutes les églises de Chouchi. Des absides aux multiples facettes de plus de 34,7 mètres de long, environ 23 mètres de large et 35 mètres de haut font saillie sur les quatre façades de ce monument, lui conférant une composition en coupole reposant sur des arcs croisée (le dôme repose sur quatre piliers). Ghazanchetsots- Amenaprkitch devient l'église-cathédrale de la ville.



L'église Ghazanchetsots-Amenaprkitch de Chouchi avant d'être endommagée lors des événements de 1920

Au-dessus de la porte sud de la cathédrale se trouve l'inscription suivante : « *Par la grâce et la miséricorde du Dieu tout-puissant, cette sainte cathédrale miraculeuse a été construite grâce aux moyens et aux dons des paroissiens de l'église Amenaprkitch Ghazanchetsots de la ville de Chouchi dont la construction a débuté en 1868 sous le règne du tout-puissant autocrate et Empereur de toute la Russie Alexandre II et sous le patriarcat (du Catholicos) George IV, achevée en 1887, lors du couronnement du fils de Sa Majesté le bienheureux Empereur Alexandre III, [durant le patriarcat] du Catholicos Markar 1er . le 20 septembre 1888 » (18). Il convient également de noter l'inscription qui figure sur la partie inférieure de la façade du bēma : « *J'ai offert cette sainte image en mémoire du bâtisseur du sanctuaire, Avetis Yeramishents, en 1886. Architecte Siméon Ter Hakobyan ».**

Lors des événements tragiques des années 1920 (19), la cathédrale a été considérablement endommagée. Elle est restée en l'état ainsi jusque dans les années 70 du siècle dernier. Ensuite, une tentative a été faite pour la restaurer. Cependant, ce n'est qu'après que la ville de Chouchi soit passée sous le contrôle

des autorités du Haut-Karabakh en 1992 qu'il a été possible de la restaurer complètement. Il est difficile d'imaginer aujourd'hui quel sera son avenir.

Le caractère singulier des formes architecturales des églises de Chouchi, en particulier de la cathédrale de Ghazanchetsots, trouve son origine dans les tendances modernistes de l'époque.

À Chouchi, les bâtiments religieux, mais également les façades des bâtiments résidentiels et publics, ont souvent été conçus avec des interprétations libres des formes connues de l'architecture arménienne médiévale.

Ce néo-classicisme de bon aloi au 19e siècle, n'a cependant en rien altéré les caractéristiques de l'architecture de Chouchi, contrairement, par exemple, à ce que nous avons pu connaître à Alexandropol (Gyumri). Mais ces éléments sont également à la source d'une interprétation arbitraire des monuments de l'architecture arménienne de Chouchi.

Manvel Sarkissian, *historien de l'architecture*

Quel va être le sort de la cathédrale du Très Saint-Sauveur ?

Le précédent de l'église Saint Jean-Baptiste également présentée par les Azéris comme une église « *orthodoxe russe* », mais qu'ils n'ont pas hésité à raser de fonds en combles entre décembre 2023 et février 2024, n'invite guère à l'optimisme quant à l'avenir de ce sanctuaire, dernier témoin monumental du caractère arménien de la capitale historique de l'Artsakh (20).



L'église Saint Jean-Baptiste de Chouchi détruite par les Azerbaïdjanais

Des historiens et des journalistes azerbaïdjanais expliquent que le style de cet édifice n'est pas arménien. Ils tentent de le prouver en s'appuyant sur une gravure, qui selon eux, attesterait de l'origine « *russe* » de l'édifice (21)....

(La suite voir la pièce jointe N 1 p. 5-6)

... Traduction, documentation photographique et notes :

Sahak SUKIASYAN

RUSSIE

Armenpress

5 septembre 2024

Premier ministre: l'Arménie n'a aucun problème avec la base militaire russe

EREVAN, 31 AOÛT, ARMENPRESS; L'Arménie n'a pas de problème concernant la base militaire russe dans le pays, a déclaré le Premier ministre Nikol Pashinyan, interrogé lors d'une conférence de presse sur le calendrier de retrait de l'OTSC et sur le sort de la 102e base militaire russe en Arménie.

« Je ne peux pas dire de date ni d'heure pour le retrait de l'OTSC, et à propos de la base militaire, nous n'avons pas de problème aujourd'hui, et je ne peux rien dire à ce sujet non plus », a déclaré Pashinyan.

Le Premier ministre a déclaré que les gardes-frontières arméniens assurent maintenant un plein service à l'aéroport de Zvartnots. Selon lui, l'Arménie a remercié la Russie pour les nombreuses années de service des gardes-frontières à l'aéroport et l'Arménie a constaté qu'elle disposait désormais des capacités suffisantes pour le faire elle-même. Qui peut dire que les capacités de la Russie sont illimitées, surtout dans les conditions actuelles ? Nous sommes également reconnaissants pour la présence le long de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et avons indiqué que nous pensions que cette présence n'était plus nécessaire. Il ne s'agit pas ici d'un genre d'affrontement ou d'opposition, mais d'un genre de partenariat et de respect mutuel », a déclaré M. Pashinyan.

Published by [Armenpress](https://armenpress.am/fr/article/1198735), original at <https://armenpress.am/fr/article/1198735>

Nouvelles d'Arménie Magazine

5 septembre 2024

La Russie accuse la mission de l'UE en Arménie de collecter des données de renseignement sur la région selon l'Ambassadeur russe à Yerevan

La mission de l'UE en Arménie, qui travaille à la frontière arméno-azerbaïdjanaise, collecte des données de renseignement pour contrer la Russie, l'Azerbaïdjan et l'Iran sous le nom de surveillance.

Propos rapportés par « *Soyouzniki* » tenus par l'ambassadeur de Russie en Arménie, Sergueï Kopirkine, qui l'a déclaré dans une interview accordée à la publication liée à l'OTSC.

« De nombreux risques auxquels l'Arménie est confrontée pourraient être stoppés si en septembre 2022, Yerevan avait accepté de mettre en œuvre un ensemble de mesures liées à l'OTSC visant à stabiliser la situation à la frontière avec l'Azerbaïdjan. Nous parlions d'initiatives sérieuses, qui comprenaient une assistance militaro-technique, la direction d'une mission de surveillance et le soutien à la formation des troupes de garde-frontières. »

Malheureusement, les dirigeants de l'Arménie ont choisi d'inviter la mission de l'UE, qui ne protège en aucune manière les frontières de l'État, mais s'occupe de collecter des données de renseignement contre la Russie, l'Azerbaïdjan et l'Iran. Le sort du Caucase du Sud devrait être décidé exclusivement par les pays de la région et les États partenaires voisins. Personne de l'extérieur n'apportera la paix et la prospérité à notre maison commune », a déclaré Sergueï Kopirkin.

L'ambassadeur a ajouté que la Russie n'a jamais abandonné son rôle de « médiateur honnête » dans le processus de négociation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Selon Kopirkin, conformément aux accords tripartites conclus,

Moscou a fourni avec succès une plate-forme pour les négociations sur le projet de traité de paix et est prête à le faire à l'avenir.

Krikor Amirzayan

EUROPE - FRANCE

Nor Haratch

5 septembre 2024

[L'ambassadeur de France à Erevan s'est entretenu avec l'association Terre et Culture - Nor Haratch](#)

L'ambassadeur de France à Erevan s'est entretenu avec l'association Terre et Culture



Olivier Decottignies, ambassadeur de France en Arménie, a rencontré, vendredi 30 août, les responsables et volontaires de l'association Terre et Culture pour faire le point sur les projets en cours.

Depuis 1988, l'association franco-arménienne Terre et Culture joue un rôle clé en Arménie, notamment dans les domaines du patrimoine et de la jeunesse, a indiqué Olivier Decottignies sur le réseau social X.

5 septembre 2024

[Michel Barnier : un Premier ministre persona non grata en Azerbaïdjan - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Michel Barnier : un Premier ministre persona non grata en Azerbaïdjan



Emmanuel Macron vient de nommer Michel Barnier Premier ministre, après 52 jours de carence du pouvoir à Matignon. L'ancien Commissaire européen - à deux reprises - connaît le dossier de l'Arménie et du Haut-Karabakh, pour avoir notamment accompagné Valérie Pécresse et Bruno Retailleau le 23 décembre 2021 à Stepanakert.

Un voyage qui l'avait conduit à rencontrer Arayk Haroutounyan, le dernier président de la République d'Artsakh, incarcéré depuis un an à Bakou, avec 22 autres otages.



Il avait été déclaré à ce titre, ainsi que le chef du groupe parlementaire LR au Sénat, persona non grata en Azerbaïdjan, tandis que la candidate de droite à la présidentielle était menacée de mort par Aliiev.

A la tête du gouvernement, il aura notamment à gérer le contentieux actuel avec Bakou, consécutif au soutien de la France à l'Arménie. A suivre.

Ci-dessous le tweet qu'il avait envoyé à l'issue de ce voyage, auquel participaient également M^{me} Hasmik Tolmajian, ambassadrice d'Arménie en France, Hovhannès Guevorkian, le représentant de la République du Haut Karabakh en France, ainsi

qu'Ara Toranian, coprésident du CCAF.

Nor Haratch

5 septembre 2024

[Le ministère français des Affaires étrangères déconseille les déplacements vers l'Azerbaïdjan - Nor Haratch](#)

Le ministère français des Affaires étrangères déconseille les déplacements vers l'Azerbaïdjan

Le ministère français des Affaires étrangères a lancé le 4 septembre une alerte sur son site internet déconseillant au ressortissants français de se rendre en Azerbaïdjan.

Il est désormais déconseillé sauf raison impérative aux ressortissants français, y compris binationaux, de se rendre en Azerbaïdjan. Les ressortissants français y compris binationaux, qu'ils soient résidents ou de passage, s'exposent à un risque d'arrestation, de détention arbitraire et de jugement inéquitable en Azerbaïdjan.

Ce risque peut concerner notamment les personnes effectuant une simple visite touristique, un voyage d'affaires. En cas d'arrestation ou de détention, le respect des droits fondamentaux n'est pas garanti.

Tout ressortissant français arrêté s'expose :

- à un placement en détention provisoire, ou une interdiction de sortie du territoire, dont la durée peut s'étendre sur plusieurs mois ;
- à de lourdes condamnations à des peines d'emprisonnement au terme de procès qui peuvent ne pas respecter les droits de la défense.

En outre, il reste formellement déconseillé de se rendre dans les zones frontalières avec l'Arménie ainsi que dans les régions de l'ancien oblast autonome

du Haut-Karabagh et des anciens districts adjacents.

Nor Haratch

5 septembre 2024

[BAKOU — Nous condamnons la déclaration du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères sur l'avertissement de voyage pour l'Azerbaïdjan - Nor Haratch](#)

BAKOU — Nous condamnons la déclaration du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères sur l'avertissement de voyage pour l'Azerbaïdjan

Aussitôt après la déclaration du Quai d'Orsay déconseillant aux Français les déplacements vers l'Azerbaïdjan, Bakou a réagi, à son tour, en publiant une déclaration et condamnant la position de Paris.

« Nous condamnons fermement l'avertissement strict de voyage pour l'Azerbaïdjan émis par le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères, faisant référence à des allégations infondées selon lesquelles des Français auraient été détenus et ciblés en Azerbaïdjan.

Ce jugement et cette déclaration infondés et biaisés de la part de la France reflètent l'intention de ce pays de détériorer davantage ses relations avec l'Azerbaïdjan.

Les allégations du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères selon lesquelles des citoyens français ont été détenus et emprisonnés de manière déraisonnable n'ont aucun fondement. Cette déclaration infondée est une déformation de la réalité.

Jusqu'à présent, seul le citoyen de la République française Martin Ryan a été arrêté, le 4 décembre, en Azerbaïdjan, soupçonné d'avoir commis l'acte prévu à l'article 276 (espionnage) du Code pénal de la République d'Azerbaïdjan. En outre, on sait qu'un autre citoyen français, Théo Hugo, a été arrêté pour l'acte qu'il avait commis dans le métro de Bakou.

D'autre part, il est évident que les obstacles imposés par la France aux journalistes azerbaïdjanais lors de leurs visites en France et même dans d'autres pays Schengen sont totalement en contradiction avec les « droits de l'homme » promus par ce pays.

Tout le monde est bien conscient des violations du droit international, de la politique néocoloniale, des activités racistes, discriminatoires et islamophobes et des restrictions des droits de l'homme de la part de la France. La France, qui formule des revendications sur l'autorité judiciaire et les droits de l'homme en Azerbaïdjan, tente de donner au monde une « leçon de démocratie ». Il serait donc plus bénéfique pour la France de tirer les leçons de telles actions.

Nous demandons une fois de plus à la France de mettre un terme à la campagne de diffamation contre l'Azerbaïdjan ».

Nouvelles d'Arménie Magazine

5 septembre 2024

[Développements notables concernant la mission d'observation de l'UE en \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Développements notables concernant la mission d'observation de l'UE en Arménie

Plusieurs jours se sont écoulés sans que les autorités d'Erevan ni l'Union européenne ne réagissent à la déclaration de Hikmet Hajiyev, conseiller aux

affaires étrangères du président azerbaïdjanais. Ce dernier avait affirmé que, suite à la signature de l'accord sur la démarcation entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, la mission d'observation de l'Union européenne devrait cesser de surveiller la frontière entre ces deux pays. Hajiyev a fait cette annonce le 31 août, un jour après la signature de l'accord. Mais pourquoi les autorités d'Erevan et de Bruxelles ne répondent-elles toujours pas clairement après plusieurs jours de silence ?

Il est important de noter que l'Azerbaïdjan ne réclame pas le retrait total de la mission d'observation de l'UE d'Arménie, mais simplement l'arrêt de la surveillance de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. En d'autres termes, Bakou affirme que, suite à l'approbation de l'accord et au début du processus de démarcation, les observateurs européens ne devraient plus suivre ce qui se passe à la frontière.

Est-ce une simple demande de l'Azerbaïdjan, ou Bakou exprime-t-il également le souhait de la Russie ? En effet, les responsables russes ont souvent déclaré que la mission d'observation de l'UE n'était qu'un prétexte pour espionner la Russie, l'Iran et l'Azerbaïdjan. Faut-il comprendre que derrière les propos de Hajiyev, c'est aussi Moscou qui s'exprime ? Cela reste difficile à dire, tant l'histoire et le processus de déploiement de la mission d'observation en Arménie comportent des éléments intrigants et mystérieux.

Rappelons que l'accord pour cette mission a été conclu en octobre 2022, lors de la réunion quadripartite à Prague, en présence de Charles Michel, Emmanuel Macron, Nikol Pashinyan et Ilham Aliyev, trois semaines après une attaque azerbaïdjanaise contre la ville arménienne de Jermouk. Cette offensive, qui a coûté la vie à plus de 200 soldats arméniens, est survenue peu de temps après une réunion tripartite entre Michel, Pashinyan et Aliyev à Bruxelles, le 31 août 2022. Lors de cette réunion à Prague, l'Arménie a reconnu le Haut-Karabakh comme faisant partie de l'Azerbaïdjan, et il a été décidé de déployer une mission d'observation européenne pour une période d'essai de deux mois.

Cependant, bien que l'accord initial ait inclus l'Azerbaïdjan, Bakou a finalement refusé d'y participer et a annoncé qu'il ne coopérerait avec les observateurs que si leurs activités concernaient également Bakou. Par la suite, le chef de la mission a informé Bakou des objectifs de la surveillance, et la mission a été prolongée, atteignant environ 200 observateurs.

L'accord signé entre Erevan et Bruxelles en 2024 a encore renforcé cette mission en lui accordant le statut de représentation diplomatique, avec de nouvelles

prérogatives. Désormais, la mission peut inclure des représentants de pays non membres de l'UE, tels que le Canada, qui a déjà un membre impliqué. De plus, selon le nouveau statut, les bureaux et documents de la mission sont inviolables pour le gouvernement arménien.

En somme, cette mission dépasse désormais la simple observation de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Cela soulève des questions : un accord, qu'il soit écrit ou oral, a-t-il été conclu entre l'Arménie, l'Azerbaïdjan, l'UE et la France pour que la mission quitte la frontière après le début du processus de démarcation, tout en maintenant sa présence en Arménie sous forme de représentation diplomatique ?

Et si cette mission n'observe plus la frontière, quel sera son rôle en Arménie ? Pourquoi inclure des représentants de pays non membres de l'UE ? On peut difficilement imaginer que l'Union européenne manque de personnel au point de devoir faire appel à des pays tiers. Cela suscite d'autres interrogations sur les véritables objectifs de l'UE dans cette région.

Hakob Badalyan

Nouvelles d'Arménie Magazine

5 septembre 2024

[Magdalena Grono remplacera Toivo Klaar le 1er novembre - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Magdalena Grono remplacera Toivo Klaar le 1^{er} novembre

La diplomate tchèque Magdalena Grono prendra ses fonctions de Représentant Spécial de l'UE (RESU) pour le Caucase du Sud et la crise en Géorgie, le 1^{er} novembre. Elle succède à Toivo Klaar, qui a occupé ce poste pendant plus de six ans.

Magdalena Grono possède une longue expérience dans la politique étrangère, en particulier dans les régions post-soviétiques et le Caucase du Sud, et dans la

résolution des conflits. Elle a travaillé auprès des anciens présidents du Conseil européen, Donald Tusk et Charles Michel, en tant que conseillère diplomatique en chef. Sa nomination est perçue comme une reconnaissance de ses compétences approfondies et de sa contribution aux politiques de stabilisation dans cette région clé.

Elle sera chargée de poursuivre les efforts de l'UE pour faciliter la résolution pacifique des conflits dans le Caucase du Sud, notamment la crise en Géorgie et la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan. Elle travaillera en étroite collaboration avec des organisations internationales telles que l'ONU et l'OSCE pour promouvoir la paix et la stabilité dans cette région stratégique.

D'ici à sa prise de fonction en novembre, Grono continuera de conseiller Charles Michel sur les questions de politique étrangère. En attendant, le bureau du RSUE continuera à assurer la continuité des activités de cette représentation.

Cette nomination intervient à un moment délicat pour la région, marquée par des tensions continues entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan et une instabilité en Géorgie, exacerbée par les dynamiques géopolitiques plus larges, y compris l'influence de la Russie dans la région. L'UE cherche à renforcer son rôle dans ces processus de paix, et l'expérience de Magdalena Grono, combinée à sa connaissance des acteurs locaux et internationaux, pourrait s'avérer déterminante pour promouvoir un dialogue constructif.

La coopération avec des organisations comme l'OSCE et l'ONU reflète également la volonté de l'UE d'intégrer une approche multilatérale dans ses efforts de médiation. Le choix de Magdalena Grono semble aligné avec une politique étrangère de l'UE plus proactive, visant à stabiliser les zones de conflit autour de ses frontières et à s'affirmer en tant qu'acteur clé dans le Caucase du Sud.

Paul Nazarian

USA

Nouvelles d'Arménie Magazine

5 septembre 2024

[L'USAID augmente le montant de son soutien alloué à l'Arménie de 130 millions \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'USAID augmente le montant de son soutien alloué à l'Arménie de 130 millions de dollars

L'Agence américaine pour le développement international augmente le montant de son soutien à l'Arménie de 130 millions de dollars. Le projet correspondant a été inscrit à l'ordre du jour de la session du gouvernement arménien du 5 septembre, parmi les questions non soumises à déclaration, qui a été approuvée par les membres du gouvernement.

Il est à noter que le projet envisage d'effectuer un changement entre le gouvernement arménien et l'Agence internationale de développement des États-Unis dans l'accord de subvention signé le 29 juin 2022, qui augmente le montant total de l'aide américaine à l'Arménie de 130 millions de dollars, portant la contribution totale prévue de l'USAID à 250 millions de dollars.

Des allocations financières supplémentaires devraient être consacrées à l'institutionnalisation d'une gouvernance efficace et responsable, à la participation civile dans le but de renforcer la consolidation démocratique, au renforcement de la gouvernance économique, à l'augmentation de la compétitivité des secteurs cibles et à l'amélioration de la gestion durable des ressources naturelles.

La signature du projet d'amendement contribuera à la mise en œuvre des principaux objectifs fixés par l'Accord dans le sens d'une gouvernance efficace et responsable, du maintien des acquis démocratiques et de la résolution des défis économiques.

Krikor Amirzayan

JÉRUSALEM

Le Point

4 septembre 2024

[À Jérusalem, la bataille pour le quartier arménien de la vieille ville \(lepoint.fr\)](https://lepoint.fr)

À Jérusalem, la bataille pour le quartier arménien de la vieille ville

LETTRE DE JÉRUSALEM. En plein cœur du quartier arménien de la vieille ville, une entreprise tente de s'emparer d'un important terrain stratégique.

Par [Danièle Kriegel](#)

En cette fin d'été, à proximité du [couvent arménien de la vieille ville](#), les « garçons » sont toujours là. Depuis des mois, installés dans une tente munie d'écrans vidéo, ils sont une dizaine de jeunes Arméniens à surveiller, à tour de rôle, 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, l'entrée du parking situé en face d'eux. Ils sont prêts à intervenir si des bulldozers ou des hommes de main de l'acheteur, l'entreprise Xana Capital, tentaient une nouvelle fois de s'emparer du terrain. À la tête de cette « escouade d'autodéfense arménienne », Hagop Djernazian, 23 ans, et son ami d'enfance, Sétrag Balian, 27 ans.

Voilà plus d'un an qu'ils mènent le combat pour empêcher la vente de 25 % de la surface du quartier arménien de [la vieille ville de Jérusalem](#). Le parking déjà mentionné, des maisons, plusi... (la suite est réservée aux abonnés).

photo : Armineh JOHANNES